



Assemblée Générale du 5 octobre 2020 – 19h30

Restaurant scolaire de l'école Marcellly, Thônex

Présent·es :

Diego Esteban (DE ; Président *ad interim* ; PV), Enrico Castelli (EC ; Trésorier), Thierry Apothéloz (TA ; Conseiller d'Etat ; DCS), Marko Bandler (MB ; Sec. Gén. DCS), Matija Kozelj (MK), Paola di Romano (PR), Tina Bisanti (TB), Hélène Thurnherr-Gaulis (HTG), Hans Thurnherr (HT), Bastien Leutenegger (BL), Amanda Gavilanes (AG), Pierre-Yves Favarger (PYF), Sadek Neaimi (SN), Martin Damary (MD), Francesca Cauvin (FC), Hamid Bouka (HB), Anne-Marie Nicolas (AMN), Eddie Lacombe (EL), Komla Sobo (KS), Renate von Davier (RD ; indépendante)

Excusé·es :

Christian Dandrès (CD), Catherine Armand (CA), Yvonne Piquilloud (YP).

1. Accueil

DE : rappelle que cette AG, censée avoir lieu en juin, a dû être déplacée en raison de la situation sanitaire

L'AG souhaite la bienvenue aux trois camarades présent·es pour la première fois : Amanda Gavilanes, Martin Damary, Francesca Cauvin

2. Approbation du Procès-Verbal de l'Assemblée générale du 20 novembre 2019

Adopté sans opposition

3. Rapport du Centre d'analyse territoriale des inégalités

TA : explique que le DCS est un nouveau département (qui comprend les affaires sociales, la culture, le sport, les affaires communales), disposant de 2.2 milliards de budget, dont une majorité de prestations sociales individuelles (sous condition de revenu). Plusieurs entités sont enfin placées sous la surveillance du département (Hospice Général, EPI, OCAS, FASe...)

TA : le CATI-Ge n'a pas eu des débuts faciles, notamment en raison des oppositions de François Longchamp. TA a voulu redynamiser ses activités, et un rapport a été publié en janvier 2020. Avantage : l'UNIGE produit le rapport, et il y a une lecture par « sous-secteurs statistiques », ce qui permet d'objectiver la situation. Ce rapport est une aide à l'élaboration de politiques publiques. La difficulté est qu'à Thônex par exemple, jusqu'en 2020, le CA monocouleur de l'entente ne mettait pas le social très haut dans ses priorités.

TA : l'UNIGE travaille avec plusieurs indicateurs comme le revenu annuel médian, la part de contribuables à bas revenus, le nombre de chômeur·euses, le nombre d'enfants allophones, bénéficiaires de subsides sociaux au sens large, etc. Ces indicateurs permettent d'établir des classements, et certains quartiers cumulent plusieurs critères.

TA : dans le rapport, il y a des tableaux et cartes, ce qui nous permet par exemple de voir qu'à Chêne-Bourg, 2 sous-secteurs sont concernés par la politique de cohésion sociale en milieu urbain (Chêne-Bourg-centre et Petit-Bel-Air). Ce qui surprend est qu'il y a une forte tendance à la précarisation. Le revenu annuel médian est de 101'000

à Chêne-Bourg-centre par exemple. Près d'1 habitant·e sur 5 au Petit-Bel-Air bénéficie d'un subside social au sens large. Pour Thônex, le taux de chômage le plus élevé est au Foron (5.15%), le revenu médian le plus bas est aux Deux-Communes (97'000 ; contre 261'000 à Belle-Idée), où il y a 51% d'élèves modestes, etc.

TA : sur la base de ces chiffres, il peut aller demander aux CA ce qu'ils comptent faire. Certains CA n'en font pas une priorité, d'autres sont ouverts à mettre en place des choses. Le DCS soutient, renforce les moyens là où des efforts supplémentaires doivent être consentis. Par exemple, dans une commune qui voulait favoriser l'intégration des personnes étrangères, le DCS a pu aider l'engagement d'une personne pour faire évoluer le dispositif et les moyens.

TA : pour le DCS, ce rapport est aussi la plateforme qui permet les collaborations avec les autres départements. Enfin, il doit aussi servir de « livre de chevet » pour les sections communales du PS, afin d'amener des projets dans les CM pour faire avancer les progrès sociaux. Maintenant qu'on a un camarade au CA de Chêne-Bourg et un interlocuteur plus ouvert à Thônex (Bruno da Silva), les progrès vont venir. Ces dernières années, on a eu une action politique très large, mais les habitant·es du canton attendent du PS qu'il propose des innovations en matière d'action sociale. Si on met trop l'accent sur l'environnement, cela va inciter les gens à voter pour les Vert·es, considéré·es comme plus crédibles sur ces questions.

MB : rappelle qu'il existe une étude du Prof. Sciarini, disponible sur le site de la Chancellerie, concernant les élections fédérales de 2019. Le PS est le parti le plus crédible sur l'emploi, l'insertion, le social. Mais quand on demande aux gens qui est le plus crédible et compétent sur l'environnement, les Vert·es ressortent 70% du temps, le PS 4%. Vu que les électors sont proches, il faut faire attention au piège que cela représente. Les gens nous soutiennent quand on est fort·es sur notre « fonds de commerce », moins quand on s'invite sur celui des autres.

TA : indique que le 2^e plus haut taux de chômage du rapport, c'est Chêne-Bourg. On a ensuite Avully, Meyrin... Chêne-Bougeries est à $\frac{3}{4}$ du chemin, Thônex pas loin. Il insiste sur le fait que les seniors font face à un grand défi pourtant invisible, c'est la transformation de la société : allongement de la vie, il y aura de plus en plus de seniors à l'avenir, il faut donc réfléchir à l'habitat, les appartements n'ayant pas été pensés pour les personnes qui ont des difficultés de mobilité, les portes et ascenseurs ont des ouvertures trop étroites... La prise en charge financière, l'urbanisme, l'emploi (l'aide à la personne est un domaine qui va fournir de plus en plus d'emplois) vont évoluer. En termes de politique publique, c'est surtout un enjeu à la portée de l'action politique communale. L'idée est que le canton continue à verser des prestations financières, mais il y a un intérêt à ce que les communes développent des prestations, notamment sur les questions d'aide administrative par exemple (remplir un dossier SPC est notoirement complexe, surtout quand le français n'est pas une langue maternelle).

TA : les communes sont un terrain de créativité intéressant, car on a une certaine liberté pour développer des projets, à condition qu'il y ait la majorité politique pour. MB et TA sont disponibles pour soutenir l'action de la section.

QUESTIONS

- TB : demande si un label « commune solidaire » pourrait être un bon outil pour encourager les communes à agir. TA : le plus intéressant ce sont les critères permettant de favoriser ce qu'on veut obtenir. Il y a aussi la question de l'échelon d'action : soit on développe cette idée à la commission sociale du PSG, soit c'est un enjeu régional et MB/TA peuvent soutenir. MB : la commission sociale du PSG est active et toujours à la recherche de projets, et les Député-es de la commission des affaires sociales (Romain de Sainte Marie, Léna Strasser et Helena de Freitas) sont très motivé-es.
- EL : demande où en est la révision de la LIASi. TA : rappelle que cette loi a été gagnée en référendum, mais élaborée lorsque la droite était au pouvoir, et cible l'insertion professionnelle ; Stéphane Rossini (camarade valaisan et directeur de l'OFAS) a dirigé une commission organisée par le DCS, et qui rendu un rapport fin 2019 proposant une refonte de la loi. En 2020, le DCS a affiné ces propositions et travaillé sur des modèles, puis vérifié plusieurs hypothèses (remettre en question le « tout-réinsertion », car certaines personnes ont besoin de passer par d'autres étapes comme le désendettement avant de s'y mettre). L'objectif est de finir les travaux préparatoires en 2020 et de démarrer la consultation d'un nouveau projet de loi en 2021.
- RvD : revient sur l'hypothèse d'un label solidaire, et se demande s'il pourrait être orienté vers les entreprises, pour le choix d'un mandat notamment. TA : propose un critère, car au-delà d'un certain montant c'est l'AIMP qui s'applique, donc il faudrait attaquer la pondération des critères (on estime souvent que le prix est le critère est le plus important, mais il n'y a pas que celui-là). Il avertit qu'un label est mobilisant et valorisant pour une entreprise, mais que le dispositif doit aussi avoir un volet d'accompagnement social pour s'assurer que l'accès est facilité pour des personnes normalement éloignées du marché du travail.
- FC : demande s'il est possible de travailler de manière préventive à l'aide du rapport du Cati-Ge, sachant que la précarité est souvent issue de l'habitat. TA : souhaite pouvoir mieux anticiper, on peut imaginer un minimum de qualité urbaine au moment de la construction, ou alors imaginer l'accompagnement pendant la construction, c'est pourquoi – dans les 4 « communes-pilotes » avec lesquelles le DCS travaille – il y a deux communes « à surveiller » ; à Chancy par exemple, l'analyse du Cati-Ge montre que des indicateurs commencent à apparaître. Il attire l'attention des membres aussi sur le phénomène des petites constructions disséminées, un petit bout de zone villa densifiée à la fois, ce qui fait que l'évolution de la population est bien présente mais peu visible.
- HB : se demande pourquoi l'OSEO ne donne plus que des stages, alors qu'avant il donnait des emplois. TA : répond qu'aujourd'hui, il faut insister sur l'importance du réseau, car 65% des recrutements se font par le bouche à oreille. Un patron de PME ne met pas une annonce dans un journal, il demande si un ami connaît quelqu'un.

- PdR : constate qu'il n'y a rien en termes d'action à Collonge-Bellerive pour l'emploi, que tout le monde va à Thônex. TA : indique que les communes de la région Arve et lac commencent à se mettre d'accord sur un poste d'assistant-e social-e commun-e, mais c'est encore insuffisant ; pour accompagner le processus, il faut utiliser les questions de fin des séances du CM ou des motions ; mais surtout, ne pas oublier cet article de la LAC (36 al. 2) qui permet au CM de voter des règlements municipaux, et qui oblige les CA à les appliquer (même s'ils ne veulent pas).
- KS : estime que l'environnement est l'enjeu majeur du moment et demande si l'on peut réellement se permettre de faire comme s'il n'existait pas. MB : répond que les grands enjeux politiques, c'est une longue construction, parfois cela permet d'obtenir des succès dans les urnes (le PS était leader de l'écologie genevoise avec René Longet notamment), parfois pas.

DE : remercie vivement TA et MB pour leur présence et leurs précieuses informations.

4. Rapports des chef-fes des groupes communaux

DE : indique que ce point traduit une volonté de formaliser un peu mieux l'intercommunalité dans notre section.

- **Chêne-Bougeries**
 - AMN : présente le bilan de législature qu'elle avait déjà présentée au CM il y a quelques mois. Elle rappelle la campagne référendaire sur la ferme Grosjean (perdue de justesse), l'affaire de la crèche des Castagnettes, le début de législature détestable au CA, alors qu'au CM il y a toujours eu de bonnes relations, le fait que la majorité de nos propositions ont été acceptées. Elle rappelle cette directive détestable du CA sur les relations entre les collaborateur-trices et les CM, l'externalisation de la conciergerie des écoles primaires, le problème de la subvention de 3-Chêne-Culture, la fin du statut de fonctionnaire, le manque de places dans les crèches, le fait que les budgets du social et de l'aide au développement n'ont jamais été entièrement utilisés, le fait que les réponses aux motions étaient souvent incomplètes, le fait que le dicastère social n'a jamais été attribué au sein du CA, et enfin la gestion de la mobilité dans la commune.
 - DE : félicite le groupe de Chêne-Bougeries qui a fonctionné de manière très participative, a réussi à faire adopter de nombreux objets malgré une position archi-minoritaire et a osé être le seul parti à réellement défendre la construction de logements dans la campagne référendaire.
- **Chêne-Bourg**
 - KS : présente le bilan de législature en rappelant qu'on ne faisait pas partie de la majorité, mais qu'on s'est battus sur des sujets touchant à l'action sociale et au développement durable, on a pu faire passer des motions (par exemple sur la consommation de produits locaux dans les fêtes communales).

- DE : remercie tout particulièrement KS et Jean-Luc Boesiger qui ont pu « tenir la maison » depuis 2015, sachant que pas moins de 4 démissions ont rendu difficile la capacité de faire un travail d'équipe régulier. Il constate que cela n'a pas empêché la population de reconnaître notre travail comme sérieux et de nous y faire intégrer la majorité politique pour la première fois !
- **Thônex**
 - BL : présentera un bilan de législature partiel, étant donné qu'il ne siège au CM que depuis 2018. Nous formons un petit groupe de 3 CM (sur 27), qui a déposé un certain nombre de textes (une résolution demandant que le CA ne sabre pas dans le budget suite à la réforme de la fiscalité des entreprises, une motion contre le plastique à usage unique acceptée car négociée avec d'autres groupes sauf UDC, un autre texte sur les réseaux de pistes cyclables, une motion interpartis sur le projet « 2 good 2 go », déposée pré-covid...) et a été très investi dans l'élaboration du nouveau plan directeur communal (car on n'accompagne pas assez les nouveaux logements avec des équipements publics). Il évoque une ambiance particulière avec 2 CA PLR et 1 CA PDC dont le travail était marqué par beaucoup d'opacité ; aujourd'hui les majorités politiques sont beaucoup plus accessibles (groupe unique de gauche + PDC ouvert), par exemple une subvention pour l'association 3ChêneAccueil est maintenant garantie.
 - DE : complète le bilan en rappelant l'engagement du groupe pour défendre le centre d'accueil pour réfugié-es, exiger la transparence ou encore demander un règlement sur l'attribution des aides sociales individuelles. Il remercie en particulier Bastien, dont l'arrivée a apporté un nouveau souffle qui s'est manifesté dans les urnes avec des scores époustouflants.
- **Collonge-Bellerive**
 - PdR : vu que nous n'avons un groupe CM que depuis juin, elle présentera un petit rapport de début de législature. Elle constate que nous sommes archi-minoritaires dans une commune dirigée par le seul PLR, archi-nouveaux-elles (comme les Vert'libéraux) donc sans aucun ressenti d'élus plus anciens. L'ambiance est très bizarre, on dérange visiblement les autres partis par notre présence, mais d'un autre côté ça arrange le PDC qu'on soit là et qu'il-elles ne soient plus le parti le plus à gauche du CM. Il y a enfin de grands doutes sur la transparence.
 - DE : félicite vivement PdR et Laurent Wisler, qui ont réussi à ouvrir les portes de ce CM, et qui font maintenant face à la plus grande partie du travail. Cette situation archi-minoritaire est d'un côté une difficulté, car le nombre d'obstacles à franchir est très grand, mais d'un autre côté c'est aussi une opportunité, il y a beaucoup plus de liberté à être dans l'opposition, de défendre ses idées.

5. Retour sur la campagne et les résultats

DE : rappelle que nous avons commencé en travaillant sur un programme de manière approfondie. Nous avons accordé beaucoup d'importance aux alliances et à l'ouverture aux indépendant·es, et dès la campagne lancée nous avons régulièrement organisé des actions en public. Le Covid s'est invité sur la fin de campagne, ce qui nous a obligé à innover pour le second tour à Thônex (2^e flyer + action cartes postales). Résultat des courses : nous sommes entrés dans deux nouvelles communes (Cologny et Collonge-Bellerive), avons obtenu notre premier siège au CA depuis les années 60 et des scores fantastiques là où l'élection nous a échappé. Malheureusement, s'il y a une légère augmentation de nos sièges CM, nous en avons perdu un à Chêne-Bougeries et les résultats sont décevants vu ceux qu'on a obtenus dans les CA. À noter quand même que Chêne-Bourg est le plus grand revirement du canton, car on y est passé de 0 élu·es de gauche au CA et à un CM qui a toujours été à droite, à une double majorité de gauche ! Accéder au CA de Thônex semble enfin être un objectif à notre portée. Enfin, les finances de campagne sont époustouflantes, résultat d'un plus grand travail d'estimation budgétaire, on aurait certainement pu et dû envisager de l'affichage commercial.

6. Bilan du comité pour l'exercice 2019-2020

DE : indique que le comité a régulièrement participé aux relations avec le reste du PS Genevois, en étant présent aux séances de la COOSEC, en organisant le Congrès du PSG en 2019, et en organisant des stands à chaque campagne de votation et pour les élections fédérales. Il a travaillé sur les relations avec les sections « sœurs » du PS et des Vert·es à l'occasion de la pétition pour une voie verte plus sûre, dont le dépôt sera pour bientôt. Il a mis beaucoup d'accent sur la formation, en particulier à travers les rencontres entre élu·es, qui ont repris au début de l'été et dont la prochaine édition traitera des enjeux culturels. Il a aussi dû adapter ses méthodes face au Covid : le comité a dû décider en urgence de la stratégie du second tour des élections, seul, étant donné qu'il était impossible de convoquer une AG, moins d'une semaine après le début de l'état d'urgence à Genève. Le comité s'est ensuite plusieurs fois réuni sur zoom. Récemment, un débat avec le comité unitaire pour le salaire minimum et contre l'initiative de limitation de l'UDC a été organisé à Point Favre.

DE : conclut en remerciant EC, MK, BL et PdR avec lequel·les le travail d'équipe a en particulier permis de produire une belle campagne électorale.

BL : félicite à son tour DE, qui a dépensé une énergie incroyable pour faire fonctionner la section et la campagne.

7. Comptes

Comptes 2019 :

EC : précise qu'il s'agit d'une année « non-électorale », donc excédentaire et plutôt calme. Au niveau des charges, la « part du lion » comme d'habitude est la rétrocession des cotisations au PS Genevois et au PS Suisse. Nous avons aussi organisé le congrès du PSG et acheté une tente pour la section. Au niveau des revenus, il y a principalement les cotisations, mais aussi les rétrocessions de

jetons de présence des élu·es. On a au final un excédent comptable de presque 10'000 CHF.

HB : en tant que vérificateur des comptes avec TB, il indique qu'une rencontre a été organisée avec EC le 28.09.20, date à laquelle les comptes ont été vérifiés et considérés comme conformes. Il propose à l'AG de les accepter.

Acceptés à l'unanimité

Comptes de la campagne électorale :

EC : indique que les finances de campagne ont été maîtrisées, ça s'est très bien passé, le trésorier a été consulté pour les dépenses.

DE : précise que les dépenses globales s'élèvent à 35'000-40'000 CHF, presque autant qu'en 2015, lorsque nous avons moins à gérer.

Décharge du trésorier :

Acceptée à l'unanimité

Décharge du comité :

Acceptée par acclamation

8. Election du comité

Election de la présidence

Seule candidate, Amanda Gavilanes est élue par acclamation

Election de la vice-présidence

Seule candidate, Jacqueline Menoud est élue par acclamation

Election du secrétariat

DE : indique avoir déménagé en Ville de Genève, mais souhaite poursuivre au comité de la section pour assurer une transition. Il sollicite ainsi une dérogation aux statuts, comme permis par ceux-ci.

La demande de dérogation approuvée par acclamation

Seul candidat, Diego Esteban est élu par acclamation

Election de la trésorerie

Seul candidat, Enrico Castelli est élu par acclamation

Election des représentant·es de l'Assemblée Générale

La proposition d'élire deux membres est approuvée par acclamation

Seul·es candidat·es, Paola di Romano et Matija Kozelj sont élu·es par acclamation

DE : précise que BL, CA, KS et Jean-Luc Boesiger seront considéré·es comme membres observateur·trices du comité, afin de pouvoir se coordonner efficacement avec les groupes communaux. Il relève qu'il s'agit de la première fois que la vice-présidence est attribuée, et qu'il s'agit de la première présidence féminine depuis au moins 20



ans, et surtout le premier comité paritaire depuis longtemps, si ce n'est depuis toujours !

9. Election des vérificateur·trices aux comptes

Seul·es candidat·es, Martin Damary et Francesca Cauvin sont désigné·es par acclamation

10. Election des délégué·es aux Assemblées des Délégué·es du PSG et du PSS

Seul·es candidat·es, Francesca Cauvin, Paola di Romano, Amanda Gavilanes Jacqueline Menoud et Martin Damary sont élu·es par acclamation

11. Actualités

Aucune.

12. Divers

Aucun.

Fin à 22h03